



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



TCL

Lundi 2 décembre 2024

Toutes et tous, par la grève, Censurons le gouvernement et les patrons !

Depuis un bon mois, c'est le patronat qui a fait le buzz en déclenchant une vague de licenciements sans précédent depuis 15 ans. Il a au moins 300 000 emplois dans son viseur, tout en menaçant d'en rajouter une centaine de milliers s'il venait à l'idée du gouvernement de rogner sur un seul des 150 milliards d'euros d'argent public qu'il touche chaque année.

Toutes parlementaires stériles... pour nous

Depuis la semaine dernière, les projecteurs se sont tournés vers l'Assemblée : après le 49.3, les motions de censure feront-elles tomber Barnier ? Et s'il tombe, quel futur gouvernement ? Le Rassemblement national joue au défenseur des pauvres en promettant de censurer le gouvernement s'il augmentait la taxe sur l'électricité ? Mais à peine Barnier avait-il cédé que Marine Le Pen l'accusait d'aggraver le déficit ! Autrement dit, de ne pas nous faire les poches d'une autre manière, car elle s'est par ailleurs opposée à toute taxe sur les riches, les actionnaires ou les entreprises.

Le RN est en fait tiraillé entre la pression de sa base, qui voudrait bien retourner vite aux urnes pour dégager Macron et Barnier, et la volonté d'apparaître aux yeux de la bourgeoisie comme un parti « responsable », ennemi du « chaos » que les macronistes promettent en cas de chute du gouvernement. Or, même le PS et Hollande se disent d'accord pour le faire sauter. Le RN n'a donc pas intérêt à apparaître moins radical, quitte à reprocher tout et son contraire à un Barnier pourtant à plat ventre pour renchérir sur de nouvelles attaques contre les immigrés ou affirmer son soutien à la politique génocidaire de l'État israélien !

Quant à la gauche, elle promettait d'abroger la réforme des retraites en un jour de parlottes et un vote à l'Assemblée. Elle a finalement démontré que le tapis vert des institutions est aussi fort pour pondre des lois anti-ouvrières que pour censurer tout ce qui pourrait aller en sens inverse.

Le 5 décembre et après, à nous de jouer...

La colère monte depuis un mois dans la fonction publique contre le passage d'un à trois jours de carence

en cas d'arrêt-maladie. Si l'attaque passe, nul doute que, parmi les travailleurs du privé, ceux qui sont aujourd'hui protégés de ces jours de carence en seront également la cible.

L'appel intersyndical à la grève du 5 décembre recueille un écho extrêmement favorable, et particulièrement dans l'Éducation nationale : beaucoup d'écoles seront fermées. Alors que le gouvernement Barnier pourrait finir à la poubelle avant les sapins de Noël, il s'agit pour tous les salariés du public de s'engouffrer dans la brèche. Car, quel que soit le prochain Premier ministre, il mettra la même énergie à nous faire payer les dettes que les capitalistes ont fait contracter à l'État. Il mettra la même énergie à préserver les profits des patrons. Alors, le 12 décembre, les travailleurs du privé menacés de licenciement et les cheminots SNCF menacés de privatisation ont aussi intérêt à répondre en masse par la grève à leurs patrons.

... et de faire l'histoire ?

5 et 12 décembre : c'est une fenêtre de tir qui s'ouvre pour tous les travailleurs. Si les grévistes trouvent à leurs côtés, dans les manifestations de rue, sur les piquets de grève, d'autres travailleurs du privé et du public en lutte venus les rencontrer, des liens utiles pour tous commenceront à se nouer dans la perspective d'une lutte d'ensemble.

Personne n'a digéré la retraite à 64 ans, mais si demain une lutte d'ensemble éclate, elle ne devra pas se contenter de primes de licenciement misérables, de la suppression des jours de carence ou de 0,5 % d'augmentation de salaire. C'est l'ensemble de nos revendications que nous devons discuter entre nous, pour pouvoir les imposer finalement à nos adversaires !

Ne parions pas sur la Bourse

Quand le Sytral a décidé de l'allotissement, on nous avait fait miroiter la promesse du maintien de l'ancienneté en cas de mobilité. Les détails de la bourse à l'emploi viennent de tomber, et surprise : aucune trace à ce sujet !

Comme quoi, les promesses n'engagent que ceux qui les croient...

« Fontaine, je ne boirai pas de ton eau »

La direction de Keolis a invité les représentants du personnel à « finir l'année en beauté »... à la brasserie Georges.

Gageons que tous nos « représentants » n'ont pas accepté de se prêter à ce petit jeu : on les imagine mal défendre nos revendications entre deux bouchées de choucroute payées par le patron !

Un dernier verre ?

Fin novembre, RATP Dev a proposé une énième rencontre avec les travailleurs en mode lourd. Cette fois, c'était plus *chill*, plus détente, puisque c'était à l'hôtel *DoubleTree by Hilton*. Peut-être le moyen de nous mettre plus à l'aise, loin du cadre du travail, comme pour prendre un dernier verre après le boulot...

Mais n'oublions pas, un dernier verre n'engage à rien !

Réchauffement du climat social

Moulins, Laval, et peut être Vannes et Bordeaux, dans plusieurs réseaux, les mouvements sociaux fleurissent sur les salaires ou les temps de parcours, des sujets que l'on retrouve d'une ville à l'autre. C'est le signe que malgré l'hiver et les tentatives patronales, notre colère est toujours là, prête à flamber !

En grève contre des conditions intenable

Depuis quasiment un mois, plus de 80% des conducteurs de bus sont en grève au dépôt de Saint-Ouen-l'Aumône, dans le Val-d'Oise. Comme partout l'ouverture à la concurrence a été l'occasion de tirer les conditions de travail vers le bas : allongement de l'amplitude, réduction, voire suppression des pauses, temps de trajets intenable....

Cette fois, c'est un *outsider* à la manœuvre, Lacroix Savac, une filiale du groupe Cube qui possède également les VFD ou Maisonneuve. Mais Transdev, Keolis ou la RATP mènent les mêmes attaques, avec des rythmes plus ou moins rapides. Les patrons du secteur sont sur la même longueur d'onde, alors nous, travailleurs, avons tout intérêt à l'être aussi et à être solidaires des collègues qui luttent.

Mobilisation à Morestel en soutien à une aide-soignante en attente de titre de séjour

Comme beaucoup de travailleurs étrangers, Aude, aide-soignante vivant en France depuis presque 10 ans, n'arrivait pas à obtenir le renouvellement de son titre de séjour du fait des tracasseries de l'administration.

Pourtant, avec ses collègues, elle a trouvé la solution : la mobilisation collective. Réunies à une dizaine et en blouses blanches devant la sous-préfecture de la Tour du Pin, elles ont obtenu en une heure le déblocage du dossier.

Comme quoi, pour aider nos collègues privés de droits et de papiers, dont beaucoup subissent déjà le vomir raciste et xénophobe d'un bon nombre de responsables politiques, le chemin est simple : celui de la solidarité et de la lutte tous ensemble !

Un licenciement VIP

Carlos Tavares vient de démissionner de son poste de PDG de Stellantis sous la pression du conseil d'administration. Officiellement, on lui reprocherait des méthodes brutales. Pourtant, ces méthodes ne dérangent pas jusqu'ici les actionnaires quand il réalisait des bénéfices historiques. C'est quand il a annoncé que les marges allaient retomber à 5 % ou 7 %, ce qui est déjà considérable, qu'ils se sont alarmés. Qu'on ne s'inquiète pas pour lui : on ne connaît pas encore avec précision ses indemnités de départ, mais elles s'élèveront à plusieurs dizaines de millions.

Hors d'Afrique les troupes françaises !

Le Tchad a annoncé rompre ses accords de défense avec la France et, qu'en conséquence, ses troupes devraient quitter le pays. C'est le dernier en date des pays africains à prendre cette décision après le Mali, le Burkina Faso et le Niger. On peut évidemment fortement douter de la sincérité des sentiments anticolonialistes du président Mahamat Idriss Déby, longtemps homme-lige de la Françafrique, ainsi que ceux de ses voisins arrivés au pouvoir après une série de coups d'État. Si ces décisions comportent une bonne part d'opportunisme, il est incontestable que le départ des contingents français suscite l'approbation, voire l'enthousiasme, des peuples concernés. Car ils n'ont toujours pas digéré les décennies de féroce domination post-coloniale de l'impérialisme français. Aujourd'hui ses troupes s'en vont. Bon débarras !

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique

Contact : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org